

Agriculture gersoise en crise, Mercotur, MACF, PAC : la FDSEA du Gers dit Stop !

Communiqué de la FDSEA du Gers



Agriculture gersoise en crise, Mercotur, MACF, PAC : la FDSEA du Gers dit Stop !

Depuis plusieurs années, toutes les productions agricoles gersoises – élevage, viticulture et grandes cultures – traversent une crise d'ampleur inédite : revenus en berne, charges en explosion, pression réglementaire et aléas climatiques à répétition. Sécheresses, excès d'eau, crises sanitaires majeurs et instabilité climatique fragilisent durablement les exploitations et découragent les vocations.

Face à cette réalité, la FDSEA du Gers rappelle une priorité absolue : sécuriser la production par de véritables systèmes assurantiels, à commencer par le stockage de l'eau, indispensable pour maintenir l'élevage, les cultures et la vie de nos territoires. Sans eau et sans outils de gestion des risques efficaces, il n'y aura ni résilience ni souveraineté alimentaire.

Mercotur : c'est non ! Dans ce contexte déjà critique, la FDSEA du Gers réaffirme son opposition totale à l'accord UE– Mercotur. Faire entrer sur le marché européen des produits agricoles ne respectant pas nos normes sanitaires, environnementales et sociales, c'est organiser une concurrence déloyale, tirer les prix vers le bas et sacrifier les agriculteurs européens. À l'heure où l'Europe ne contrôle qu'environ 1 % des produits agricoles importés, accepter le Mercotur serait une faute politique majeure. La FDSEA du Gers exige la suspension immédiate du processus de ratification.

MACF et PAC : trop de lignes rouges franchies La FDSEA du Gers alerte également sur le MACF appliqué aux engrais, qui pourrait alourdir les charges de plus de 10 000 € par exploitation, sans compensation, et accentuer encore la perte de compétitivité des fermes. Réduire les émissions, oui ! ; détruire la production, non ! Enfin, la proposition de la Commission européenne visant à réduire de près de 20 % le budget de la PAC et à en diluer le caractère commun constitue une menace existentielle pour l'agriculture. Une PAC affaiblie, c'est moins de revenus, moins de production et une dépendance accrue aux importations.

Ça suffit !

L'agriculture gersoise ne peut plus être la variable d'ajustement des politiques européennes.

Pas de Mercotur sans réciprocité. Pas de transition sans eau. Pas d'Europe forte sans une PAC ambitieuse.

FDSEA du Gers : CONSTANT Benjamin, Vice-Président, et ZANCHETTA Stéphane, Vice-Président